

DAI 24-25.025

1. J'aimerais avoir accès aux politiques/procédures qui concernaient les signalements à la naissance ou « alerte-bébé » avant leur abolition.

Le MSSS n'a pas émis de politiques ou directives à l'égard de cette pratique. Nous joignons sous l'onglet 2 copie d'une procédure établie par l'association des centres jeunesse du Québec (Septembre 2009).

2. De plus, j'aimerais avoir les renseignements ou documents concernant le « plan de services préventifs et intensifs en période prénatale » dont parlait le ministre dans le communiqué de presse annonçant l'abolition des alerte-bébé.

Ce plan de services, qui est venu remplacer la pratique des « alertes bébé à naître », a pour objectif de s'assurer que les interventions soient effectuées de façon précoce auprès des parents identifiés à haut risque de maltraitance qui attend un enfant. Les établissements ont reçu des directives afin de s'assurer de mettre en place un mécanisme concerté pour repérer les parents qui sont à risque élevé de maltraitance, pour leur offrir des services préventifs et de façon intensive pendant la grossesse. Ces services peuvent être offerts par les ressources appropriées du réseau ou du milieu communautaire.

La protection des enfants est une responsabilité collective. Tous les professionnels du réseau sont concernés et doivent exercer une vigilance à l'égard des bébés à naître.

Les mesures retenues pour renforcer le repérage et la prévention de la négligence/maltraitance chez les nouveau-nés visent principalement trois objectifs:

1. Mieux rejoindre les femmes enceintes et les familles ;
2. Mieux outiller les professionnels pour repérer les parents et futurs parents qui suscitent des inquiétudes quant à la sécurité et la réponse aux besoins de base du nouveau-né ;
3. Mieux accompagner les familles qui suscitent des inquiétudes quant à la sécurité et à la réponse aux besoins de base du nouveau-né.

La nécessité de mieux rejoindre et de mieux accompagner les familles s'inscrit dans une démarche plus large d'actions de prévention et de promotion de la santé qui visent l'ensemble des parents et futurs parents. Ces actions sont inscrites dans le Programme national de santé publique 2015-2025, ainsi que dans la politique gouvernementale de prévention en santé et dans le Plan d'action en périnatalité et petite enfance 2023-2028 diffusée en mars 2024.

La directive diffusée au RSSS ainsi qu'aux partenaires, comprend les actions attendues du RSSS dans la mise en place d'un plan de services préventifs et intensifs en période prénatale (PSPIPP).

4. Finalement, j'aimerais recevoir une copie de la directive transmise par le ministère aux établissements du réseau sur l'abolition des dites alertes.

Voir l'onglet 3.